

Pédagogie, Institution et métier : de l'Histoire, nous ne ferons pas table

L'École Émancipée a su préserver, au fil d'un siècle, l'idée qu'enseigner n'a rien de neutre, que le pédagogique n'a rien d'une affaire privée, qu'il est une pratique sociale. Et comme toute pratique sociale, il entérine l'ordre établi ou il lui résiste, ou mieux encore, il préfigure des relations sociales alternatives, celles d'une société émancipée des rapports marchands capitalistes et concurrentiels.

De « l'École du Peuple » aux « Héritiers », la Revue a toujours pointé ses spots sur la réalité et le devenir de l'institution scolaire. Elle n'a eu de cesse d'analyser ce qui pesait et sur l'école et sur les pratiques enseignantes – un ordre social parfaitement inégalitaire, un système sélectif et hiérarchisé, un ordre moral étouffant – tout en cherchant ce qui pourrait, du point de vue des contenus d'enseignement comme des pratiques scolaires, fonder l'espoir d'une société nouvelle porteuse d'émancipation.

Dès les origines, la question pédagogique est au cœur des enjeux syndicaux

« L'Émancipation de l'instituteur », bulletin à couverture rouge, fut l'organe de la première Fédération Nationale des instituteurs et institutrices de France, dès 1903. C'est, entre autre, au sein de ce mouvement des « Émancipations » que se forgea la conscience syndicale, notamment à travers de fortes bagarres anti-hiérarchiques, un laïcisme militant, la revendication de l'égalité de traitement...

Dès l'amorce de sa constitution, le syndicalisme enseignant fut traversé par des débats sur la question pédagogique.



Danielle Czal.

PHOTOS : M. MIGNEAU

Certains voulaient limiter l'action syndicale à « la défense des intérêts matériels et combattre les abus et le despotisme administratif. Elle écarte systématiquement toute action ayant un caractère spéculatif ou pédagogique ». D'autres, au contraire, ne voulaient pas « proscrire du syndicat primaire, les discussions pédagogiques, philosophiques ou politiques. Le but essentiel du syndicat, pourrait-on dire, est la défense des intérêts professionnels des instituteurs et l'institution d'un enseignement critique ».⁽¹⁾

Le premier manifeste des instituteurs syndicalistes, en novembre 1905, laissa encore ouverte la question. Mais on peut y lire : « Nous avons de la forme syndicale, la plus haute conception. Le syndicat ne nous apparaît point créé uniquement pour défendre les intérêts immédiats de ses membres, mais il nous semble qu'il doit se soucier autant de rendre profitable à la collectivité la fonction sociale que ses membres remplissent. »⁽¹⁾

Ce débat ne fut tranché qu'en 1910, avec le lancement de l'École Émancipée, revue pédagogique hebdomadaire⁽²⁾ créée par la Fédération Nationale des Syndicats d'Instituteurs, qui cohabita en complémentarité avec la publication de l'Émancipation de l'instituteur, dont le but était d'obtenir « un allègement et une modification des programmes, un enseignement moins livresque, dogmatique et abstrait qui renforce l'enseignement des sciences de la nature et du milieu, un enseignement davantage tourné vers la vie ».⁽²⁾

C'est en 1911, dans la Revue de l'Enseignement, que l'on peut lire ce qui va fonder l'articulation du combat syndical et pédagogique, et qui peut encore nous faire réfléchir aujourd'hui :

« Les instituteurs syndicalistes estiment que les réformes qu'il est nécessaire d'introduire dans l'enseignement primaire seront l'œuvre exclusivement des éducateurs eux-mêmes en collaboration avec les savants pédagogues et la partie éclairée de la classe ouvrière. Ils peuvent accomplir cette œuvre de régénération en prenant la résolution très ferme d'appliquer, dès maintenant, en dépit de tous les obstacles, les méthodes pédagogiques nouvelles qui tiennent compte du développement rationnel de l'enfant et des besoins des populations laborieuses de notre pays. »⁽²⁾

L'Humanité du 26 décembre 1912 devait rendre un bel hommage à la jeune revue naissante :

« La Fédération des Instituteurs syndicalistes a continué la tradition de l'École renouvelée⁽³⁾ dans l'École Émancipée, cherchant toujours la pratique, l'utile, l'éducation en vue de former des esprits et des corps

Un manifeste pour présenter l'EE

En 2002, à un moment charnière de son existence, l'EE a édité un Manifeste, outil indispensable pour présenter ses orientations aux nouvelles générations de militants et pour mettre à jour ses revendications en tenant compte de la dimension altermondialiste du mouvement social, de l'évolution du syndicalisme et des dégâts provoqués par la globalisation capitaliste.

Thèmes majeurs repris dans le Manifeste :
Pour un autre monde
(l'enjeu d'une transformation sociale)

Pour une autre École, fondée sur une exigence d'égalité sociale

Une responsabilité majeure du syndicalisme : impulser les luttes.



Manifeste de l'École Émancipée
DÉCEMBRE - 2002



rase !

dispos au lieu de dresser des perroquets. On est désormais d'accord sur un point, l'essentiel : respecter l'individu dans l'enfant ».

L'interruption de l'union sacrée

Au cours de la guerre 14-18, l'École Émancipée fut suspendue par la censure militaire pour cause d'internationalisme, elle reparut sous le titre de l'« École » puis de l'« École de la Fédération ». Elle retrouvera son statut d'organe pédagogique de la Fédération des Syndicats des Membres de l'Enseignement Laïque au lendemain de la guerre. La Fédération opta en 1922 pour la création de la CGTU. Toute cette période où prédominait l'esprit libertaire fut une intense période de débats sur l'enseignement, ses contenus, sa laïcité et même l'hygiène scolaire ouvrant une campagne importante et fructueuse contre les taudis scolaires. Cet engagement eut même des retombées importantes lors de la création de l'Internationale de l'Enseignement qui incita à des échanges entre enseignants, à des voyages d'enfants pendant les vacances mais aussi à la publication de littérature pédagogique et enfantine... *L'internationale de l'Enseignement* était, en 1922, un supplément à l'École Émancipée...

Les questions de l'école et de l'enseignement en bonne place dans les préoccupations de la Fédération Unitaire de l'Enseignement.

La période de la Fédération unitaire de l'enseignement, 1922-1935, au-delà des luttes intestines intenses entre communistes et libertaires, poursuivit l'engagement pédagogique, autour de la figure emblématique de Célestin Freinet. Ce syndicalisme minoritaire s'affaiblira, mais la qualité de sa revue, *l'École Émancipée*, maintiendra son rayonnement bien au-delà de la réalité de ses adhérents. Elle impulsera de nombreux débats sur les contenus de l'enseignement. Après d'âpres débats au congrès de 1924 sur l'enseignement de l'histoire (Freinet, minoritaire, y demandait la suppression complète de « l'Histoire » comme branche d'enseignement, au motif qu'il ne pouvait y avoir que « des histoires »), la Fédération de l'enseignement publia, en 1927, « la nouvelle Histoire de France » pour les cours moyens et le Certificat d'Études Primaires.

L'EDMP a réédité, en octobre 1996, en fac-similé « Les années École Émancipée de Célestin Freinet », compilation d'articles publiés dans la Revue, entre 1920 et 1936, de cet instituteur qui devint l'un des animateurs du débat pédagogique



Une rareté, la revue montrée (vendue ?) dans la manif du 18 mai 2008.

dans le syndicalisme enseignant. « Il fournira à la Revue les comptes-rendus de ses lectures, livrera ses prises de position, engagera des débats de fond sur l'enfance et l'école », écrivent Philippe Geneste et Daniel Vey en introduction de ce recueil. Ses contributions aborderont tour à tour « le système éducatif, la librairie scolaire, l'analyse pédagogique, la coopérative scolaire, la cinémathèque, la méthodologie, des bibliographies, des comptes-rendus d'expériences internationales »⁽⁴⁾... Il contribuera, avec d'autres, à faire de notre Revue un outil indispensable de la culture d'émancipation. Dès 1920, il fait le reproche aux délégués de la fédération de s'être posés en « syndicalistes révolutionnaires, mais jamais en instituteurs révolutionnaires »... « Il fera de la modernisation de l'école au service de l'enfant sa priorité, non sans un certain idéalisme » écrit Jean Mourot dans *l'École Émancipée* du 2 octobre 1996. Il reprochera à partir de 1931 à la Revue de ne pas toujours accorder la place qui convient aux outils créés par la Coopérative de l'Enseignement Laïc (CEL) qu'il vient de créer. Dans la Fédération Unitaire et dans l'EE des réserves et des critiques s'amplifient sur ce militantisme pédagogique qui n'épouse plus le militantisme syndical.

suite page 22 →



A lire à ce propos les pages 145-147 dans le tome 2 de *l'Histoire de la Fédération de l'Enseignement*.

3) Revue d'élaboration d'un plan d'éducation moderne fondée par Francisco Ferrer, exécuté à Barcelone le 13 octobre 1909.

4) Il sera fasciné par l'expérimentation pédagogique de l'union soviétique naissante.



suite de la page 21 →

A partir de 1936, le congrès de la CEL ne se couplera plus avec celui de la fédération. Chacun suivra sa propre voie. Dans les années 50-60, aux congrès de l'École Moderne, l'EE avait une table de presse et y tenait réunion ouverte aux participants.

L'unification syndicale entre la CGT et la CGTU sera tumultueuse au sein de la Fédération de l'Enseignement. L'École Émancipée demeurera au lendemain de l'unité, l'organe de liaison des instituteurs et professeurs révolutionnaires. Elle devient donc l'expression du courant syndicaliste révolutionnaire de l'enseignement au sein de la FGE, puis de la FEN, en tant que « revue syndicale et pédagogique » bi-mensuelle.

**Dans la FEN
puis au sein de la FSU,
les préoccupations scolaires et
pédagogiques toujours centrales.**

L'après 68 marquera un renouveau significatif des préoccupations pédagogiques, même si le syndicalisme réformiste de la FEN avait su maintenir certains éléments de la tradition syndicale, bien édulcorés, en matière de réflexions sur le métier et de perspectives de transformation de l'école. Toute une génération, sous l'égide des théories de Bourdieu sur la « reproduction » et « les héritiers », se mit à renouveler l'analyse du fonctionnement de l'école, à en comprendre son caractère ségrégatif et à chercher les voies d'une alternative à l'École Capitaliste.

Dans le même mouvement, l'EE s'engagea dans la critique radicale du sport en sortant dans le champ de l'EPS en 1970, sa première revue avec « Le Chrono Enrayé ».

La réflexion pédagogique s'affirma en partie dans les mouvements pédagogiques, l'ICEM, le GFEN, les Cahiers Pédagogiques, mais aussi dans les mouvements d'éducation populaire, les FRANCAS, les CEMEA... qui connurent un réel développement.

Reconnaissons toutefois que ces préoccupations présentes dans la Revue, ces quarante dernières années, le furent plus comme l'apport de camarades impliqués dans ces mouvements, que comme synthèse d'une expérience pratique et théorique collective.

Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, l'École Émancipée éprouva le besoin de travailler à une synthèse de ses propositions pour l'École. Elle

publia, en 1983, un numéro spécial « La corde raide » qui popularisait les réponses de la tendance, toujours dans un débat ouvert, aux questions scolaires : l'échec scolaire et le tri social, la nationalisation laïque de l'enseignement, les contenus et les pratiques mis au service de l'école maternelle et élémentaire, la réforme du collège dans la perspective de l'école unique, le lycée démocratique incluant la formation professionnelle pour tous, le corps unique et la formation... un questionnement sur l'évolution de l'Université. Ce numéro, un peu emblématique de la Revue et de la Tendance s'interrogeait également sur

la scolarisation des enfants issus de l'immigration, les langues « ethniques », des expériences en collège expérimental, la lecture comme acte social, la mise en garde contre l'idée de « caractère propre » des établissements contenue dans la réforme Savary... en un retour à partir d'une lecture des héritiers, sur les réalités d'une pédagogie politique.

Des années 90 à aujourd'hui, nous ne pouvons que constater la minoration (en nombre) des mouvements pédagogiques, même si leur contribution reste essentielle du point de vue de l'espoir d'une transformation de l'école. Le manifeste de l'EE adopté en décembre 2002, le reflète bien qui souligne la nécessité « d'une autre école fondée sur une exigence d'égalité sociale » et conclut sur la réactivation de trois chantiers, dont celui qui devrait

« aller plus loin sur l'analyse des réalités de l'institution scolaire, afin de contribuer à l'émergence d'un véritable mouvement social sur l'École ».

La FSU s'était impliquée dans la fin des années 90, en collaboration avec une partie des chercheurs en éducation (les savants pédagogiques comme les appelaient nos ancêtres), pour fonder « Défendre et Transformer l'École pour Tous », carrefour de réflexions et d'actions collectives. Aujourd'hui, ces mêmes chercheurs viennent de lancer un appel « Pour une école démocratique »⁽⁵⁾. N'est-il pas temps à l'heure d'une attaque inégalée contre le service public d'éducation dans toutes ses dimensions, de travailler ensemble à ce nécessaire mouvement sur l'École ? Puisse l'École Émancipée avoir encore la force d'en être le fer de lance ! ●

DANIELLE CZALCZYNSKI



PHOTO: M. MIGNIEAU

René et Spring, à la table de l'EE, au FSE de Saint-Denis en novembre 2003.



5) Voir dernière page.